



Paris, le 5 mars 2012

Campagne Anti - Racket

Chers et chères membres du comité « Anti-Racket »,

Je tiens tout d'abord à accuser réception de votre lettre datant du 26 octobre et à m'excuser de cette réponse tardive, due non pas à un manque d'intérêt à vos activités et aux problèmes que rencontrent chaque jour les sans-papiers, mais bien plus à un défaut d'organisation.

Nous faisons nôtre votre combat contre le racket organisé par l'Etat sur le dos des sans-papiers. Il est inacceptable que ceux-ci et celles-ci paient des cotisations sociales comme les autres salariés sans pouvoir jamais bénéficier des prestations auxquelles ils ont droit. La France les abandonne ainsi à une situation de non-droit délétère, en ne leur autorisant ni citoyenneté et participation à la vie citoyenne, ni protection sociale, ni reconnaissance et en n'hésitant pas à les expulser en cas de gêne ou de visibilité trop importante.

Cette situation relève de la plus grande hypocrisie puisqu'elle n'est pas seulement néfaste pour les sans papiers mais également pour le budget de l'Etat. J'en veux pour preuve une étude réalisée par des chercheurs de la *London School of Economics* montrant que la régularisation des sans-papiers aurait rapporté en 2010 quelques 4,6 milliards d'euros aux caisses de l'État britannique. J'ajouterai même qu'aux fins de réduire les dépenses de l'Etat, le gouvernement augmente chaque année, et cette année avec force, les taxes à payer pour obtenir des titres de séjour et de régularisation, et non remboursables en cas de non obtention du titre.

C'est pour mettre fin à ce système et à ces injustices que nous proposons un processus en continu de régularisation des étranger-e-s présent-e-s sur notre territoire. Aussi tout contrat de travail sera accompagné d'un titre de séjour et tout titre de séjour du droit au travail. Le respect des droits fondamentaux des étrangers comme des nationaux, en particulier des droits acquis par le travail, le versement de cotisations, d'impôts... doit s'imposer à tous. La portabilité de ces droits devra être assurée tout comme les droits à vivre en famille, à la vie privée et aux soins médicaux seront pleinement respectés. Il ne s'agit pas de générosité mais de justice.

Avec Europe Ecologie – Les Verts, je propose également une réécriture totale du CESEDA (Code d'Entrée et de Séjour des Etrangers et du Droit d'Asile), la ratification et l'application des conventions internationales (notamment celle sur la protection des droits de tous les travailleurs

migrants et des membres de leur famille), une progression vers la fermeture des centres de rétention administrative et vers l'accès à une citoyenneté de résidence, si possible européenne. Ce ne sont ici que quelques unes des urgences, tant il nous faut fonder notre politique migratoire sur des bases nouvelles.

Je tiens pour finir à saluer votre combat et cette initiative, et vous prie d'agréer salutations sincères.

Eva Joly

A handwritten signature in grey ink, consisting of a large, stylized letter 'E' with a vertical line extending downwards from its center.